

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241129-lmc1355124B-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024  
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 24/11/276</b></p> <p><b>PORT DE TOULON (CONCESSION PLAISANCE) - TARIFS DE DROITS DE PORT APPLICABLES A PARTIR DU 1ER DECEMBRE 2024</b></p>		

**PRESENTS :**

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINGUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENT :**

Mme Sandra TORRES.

## **Séance Publique du 29 novembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/11/276**

**O B J E T : PORT DE TOULON (CONCESSION PLAISANCE) -  
TARIFS DE DROITS DE PORT APPLICABLES A PARTIR  
DU 1ER DECEMBRE 2024**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le Code des Transports,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le contrat de concession du 15 novembre 2023 attribué à la SAS PORTELO pour l'exploitation des ports de plaisance de la Rade de Toulon,

**VU** l'arrêté n° 24/44 du 18 avril 2024 portant ouverture de l'instruction administrative tarifaire,

**VU** l'arrêté n° AP 24/84 en date du 18 juin 2024 portant clôture de l'instruction administrative tarifaire,

**VU** le certificat d'affichage pour le port de Toulon en date du 27 mai 2024,

**VU** l'avis réputé favorable de la Préfecture du Var, consultée par courrier en date du 21 mai 2024,

**VU** l'avis réputé favorable de la Direction Régionale des Douanes de Provence, consultée par courrier en date du 21 mai 2024,

**VU** l'avis du Conseil Portuaire de Toulon - La Seyne-Brégaillon en date du 6 juin 2024,

**VU** les propositions tarifaires formulées par le concessionnaire, annexées à la présente délibération,

**VU** l'avis de la Commission Ports en date du 13 novembre 2024,

**CONSIDERANT** que la présente délibération a pour objet l'approbation des tarifs de droits de port applicables au port de Toulon, concession plaisance, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024,

**CONSIDERANT** que la procédure de modification des tarifs de droits de ports dépend du Code des Transports et nécessite la consultation de plusieurs entités : la Préfecture du Var, la Direction Régionale des Douanes de Provence et le Conseil Portuaire du port concerné. Ces tarifs ont préalablement fait l'objet d'un affichage et d'une concertation avec les usagers du port,

**CONSIDERANT** que la procédure de consultation préalable a été régulièrement accomplie,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les tarifs de droits de port pour la concession plaisance proposés par le concessionnaire et applicables au 1<sup>er</sup> décembre 2024 tels que définis aux documents annexés.

## **ARTICLE 2**

**DE SOUSCRIRE** à la procédure de publication et d'affichage réglementaire.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

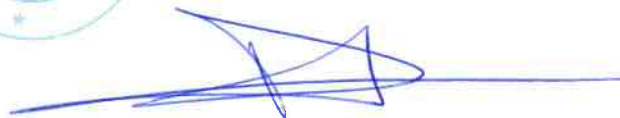
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance



POUR 71

CONTRE 4

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Madame Basma BOUCHKARA,  
Monsieur Jean-David MARION, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

ABSTENTION 4

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Anthony CIVETTINI,  
Monsieur Philippe LEROY, Madame Cécile MUSCHOTTI.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Gilles VINCENT.**



**Toulon Vieille Darse – Toulon Darse Nord  
La Seyne sur Mer – Saint-Mandrier – Le Lazaret**

## **DROITS DE PORT N°14**

(T.V.A. à 20,00%)

**Applicables au 1<sup>er</sup> décembre 2024**

**Institués en application du Code des transports**

**Société PORTELO**

17 avenue Vauban – 83000 Toulon

Tél : 04.94.22.89.96 – E-mail : [contact.maribaytoulonplaisance@eiffage.com](mailto:contact.maribaytoulonplaisance@eiffage.com)

## SOMMAIRE

<b>NAVIRE DE COMMERCE</b>
---------------------------

- Redevance sur le navire
- Redevance sur les marchandises
- Redevance sur les passagers
- Redevance de stationnement
- Redevance d'enlèvement des déchets

<b>NAVIRE DE PECHE</b>
------------------------

- Redevance sur la valeur des produits de la pêche débarqués
- Redevance applicable aux produits de l'ostréiculture, de la mytiliculture et de la conchyliculture

<b>NAVIRE DE PLAISANCE</b>
----------------------------

- Redevance des navires de plaisance ou de sport

## NAVIRE DE COMMERCE

### SECTION I REDEVANCE SUR LE NAVIRE

(Sans objet)

### SECTION II REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

(Sans objet)

### SECTION III REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

#### CONDITIONS D'APPLICATION DE LA REDEVANCE SUR LES PASSAGERS PREVUE AUX ARTICLES R.5321-34 A R.5321-36 DU CODE DES TRANSPORTS

**91** – Les passagers débarqués ou embarqués sont soumis à une redevance de **0,1585 € H.T (0,1902 € T.T.C)** par passager et par port.

Un abattement de 50% est prévu pour les liaisons transrade : soit une redevance de **0,0793 € H.T (0,0952 € T.T.C)** par passager embarqué ou débarqué et par port.

**92** – Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

**93** – Les dispositions relatives aux abattements. (Sans objet)

### SECTION IV REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

#### ARTICLE 10 : CONDITIONS D'APPLICATION DE LA REDEVANCE DE STATIONNEMENT PREVUE A L'ARTICLE R.5321-29 DU CODE DES TRANSPORTS

**101** – (Sans objet)

**102** – La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur.  
Le minimum de perception est de... par navire, le seuil de perception est fixé par navire. (Sans objet)

**103** – Sont exonérés de la redevance de stationnement. (Sans objet)

**104** – Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le 1<sup>er</sup> jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

## SECTION V

### REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES DECHETS

Il est perçu à la sortie du port, sur tout navire de commerce, une redevance sur les déchets d'exploitation des navires. **Cette redevance est à la charge de l'armateur.** Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des transports, soit sur une base forfaitaire.

Les taux de cette redevance sont fixés en fonction de la catégorie, du type et de la taille des navires et du type des déchets d'exploitation.

TYPE ET CATEGORIE DE NAVIRES	Taux de la redevance sortie
1. NAVIRES A PASSAGERS	Sans objet
2. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE	Sans objet
3. AEROGLESSEURS ET HYDROGLISSEURS	Sans objet
4. NAVIRES BASE DE PLONGEE	Sans objet
5. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI-DESSUS	Sans objet

En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des transports :

Le minimum de perception est fixé à ..... € .....sans objet

Le seuil de perception est fixé à .....€ .....sans objet

Nb : Lorsque le port ne réalise lui-même aucune prestation relative à la réception et au traitement des déchets d'exploitation, **aucune redevance n'est perçue** dans ce cas, le ou les prestataires extérieurs facturant directement leur prestation au navire.

Forfait de redevance prévu à l'article R.5321-28.2° du Code des transports :

Lorsqu'un forfait de redevance sur le navire est appliqué, conformément à l'article 6 de la section 1, **ce forfait tient également lieu de redevance** sur les déchets d'exploitation des navires.

La redevance sur les déchets, n'est applicable aux navires suivants :

- Navires affectés à l'assistance aux navires (pilotage, remorquage, lamanage, sauvetage) ;
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- Navires qui ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- Navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales.

Articles R.5321-38 et R.5321-39 du Code des transports :

- Les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, qui peuvent justifier qu'ils sont titulaires d'un certificat de dépôt des déchets d'exploitation dans un port d'un Etat membre de la Communauté Européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire, sont exemptés du paiement de cette redevance.

- Les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, qui peuvent justifier qu'ils sont titulaires d'un contrat de dépôt des déchets d'exploitation et du paiement de la redevance y afférente, passé dans un port d'un Etat membre de la Communauté Européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire, sont exemptés du paiement de cette redevance.



## **NAVIRE DE PECHE**

### **REDEVANCE SUR LA VALEUR DES PRODUITS DE LA PECHE DEBARQUES**

#### **ARTICLE 1 : Conditions d'application de la redevance d'équipement**

Le taux de la redevance d'équipement est fixé à (sans objet) de la valeur des produits de la pêche débarqués.

Cette redevance est perçue quels que soient le port de stationnement habituel et la nationalité du navire débarquant les produits de la pêche.

Le minimum de perception (sans objet)

Le seuil de perception (sans objet)

#### **ARTICLE 2 : (Sans objet)**

### **REDEVANCE APPLICABLE AUX PRODUITS DE L'OSTREICULTURE DE LA MYTILICULTURE ET DE LA CONCHYLICULTURE**

(Sans objet)

## **NAVIRE DE PLAISANCE**

### **REDEVANCE DES NAVIRES DE PLAISANCE OU DE SPORT**

#### **ARTICLE 1 : Conditions relatives à la redevance d'équipement des ports de plaisance**

##### **Tarification traitée dans le cadre de la tarification des redevances de stationnement et d'amarrage**

**9** – le montant de la redevance d'équipement est calculé en fonction de la longueur et de la largeur du navire et de la durée de son stationnement dans le port de Toulon dans les conditions suivantes : (Sans objet)

**12** – La durée de stationnement est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour.

#### **ARTICLE 2 : Conditions de modulation de la redevance d'équipement (Sans objet)**

**21** – Sans objet

**22** – La redevance n'est pas perçue :

- pour les navires affectés à un service public ou au sauvetage ;
- pendant le séjour des navires dans les chantiers navals pour entretien, réparation ou transformation, ou lorsqu'ils sont tirés à terre pour gardiennage.

**23** – Sans objet

**24** – Le stationnement n'est pas considéré comme interrompu par une sortie terminée par une rentrée au port le même jour, sauf en ce qui concerne les navires de moins de 2 tonneaux de jauge brute. (Sans objet)

#### **ARTICLE 3 : LE PRESENT TARIF ENTRERA EN VIGUEUR DANS LES CONDITIONS FIXEES A L'ARTICLE R.5321-12 DU CODE DES TRANSPORTS**

**Note explicative d'évolution du projet de révision tarifaire 2024  
Ports de plaisance de la rade de Toulon**

Objet : Proposition de révision des tarifs des ports de plaisance pour l'année 2024.

Conformément au code des Transports et au Contrat de Concession pour l'exploitation des ports de plaisance de la Rade de Toulon et au Code des Transports, la proposition de révision tarifaire 2024 a été présentée par le Concessionnaire Portelo au CLUPIPP des ports de Toulon le 30 avril 2024, puis validée en Conseil Portuaire le 6 juin 2024.

Cette proposition de révision tarifaire, conforme à l'application des formules de révisions tarifaires imposées par le Contrat de concession, a été remise en cause par les usagers des ports de plaisance qui ont manifesté à plusieurs reprises leur mécontentement depuis la présentation de ce projet.

Des échanges ont alors eu lieu avec la Métropole afin de trouver des solutions. Des rencontres avec Monsieur Jean-Pierre GIRAN, président de la métropole de Toulon-Provence-Méditerranée, se sont notamment tenues le 8 octobre puis le 14 octobre 2024 en présence cette fois des représentants des usagers des ports.

A l'écoute des enjeux locaux et des sensibilités politiques entourant cette question que la Métropole a relevés, la société Portelo a répondu favorablement à la demande d'effort pour modérer l'augmentation des tarifs annuels des plaisanciers pour cette année. Elle a proposé de limiter l'augmentation tarifaire 2024 pour les contrats d'amarrage annuels à 9,5%, en lieu et place des 14% initialement prévus contractuellement et d'en décaler la date d'application au 1<sup>er</sup> décembre 2024, comme le contrat le permet dans son article 36.

La société Portelo restera attentive à l'avenir au maintien de l'équilibre économique du Contrat et se réserve le droit de saisir la Métropole en cas d'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Contrat, comme l'autorise l'article 52 du Contrat.

